



REPUBLIQUE DU TCHAD  
*Unité-Travail-Progrès*

MINISTRE DES FINANCES DU BUDGET, DE  
L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA  
COOPERATION INTERNATIONALE

## RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE

*(Version provisoire)*



# 2025

## Premier Trimestre

Direction Générale du Budget et de l'Informatisation

# DGBI



## Mai 2025

## **SYNTHESE DE LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER TRIMESTRE 2025**

Le présent rapport élaboré conformément aux dispositions des Articles 11 et 61 de la Loi N°004/PR/2014 du 18 février 2014 portant Loi Organique ainsi qu'à l'Article 37 de la Loi N°018/PR/2016 du 24 novembre 2016 Portant Code de transparence et de la Bonne Gouvernance dans la gestion des Finances Publiques. Il rend compte de l'exécution de la Loi de Finances Initiale N°033/CNT/2024 du 06 décembre 2024 portant loi de finances pour l'exercice 2025. Sa production est fondée sur les dispositions des Articles 1 et 67 de l'Arrêté N°062/PR/PM/MFB/DGM/DGB/2018 du 07 février 2018 Portant Organigramme de la Direction Générale des Services du Budget et de l'informatisation.

L'objectif visé par cette loi de finances initiales en matière d'exécution, c'est d'assurer un recouvrement optimal des recettes et de garantir une meilleure qualité des dépenses publiques pour répondre aux attentes de la population, tout en s'appuyant sur la digitalisation.

L'exécution budgétaire au cours du Premier trimestre 2025, a été marquée par la poursuite de réalisation des actions du projet de société.

Ainsi, sur une prévision en LFI 2 420,80 milliards FCFA, les ressources ont été mobilisées à hauteur de 375,28 milliards FCFA soit un taux de réalisation de 15,50%.

Quant aux dépenses exécutées, y compris le décaissement sur financements extérieurs, elles se chiffrent à 445,48 milliards FCFA pour une prévision annuelle de 2 323, 80 milliards FCFA, soit un taux de 19,17%.

*Sommaire*

<b><i>SYNTHESE DE LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER TRIMESTRE 2025</i></b>	<b><i>- 2 -</i></b>
<i>Sommaire</i>	<i>- 3 -</i>
<i>Liste des Tableaux et Graphiques</i>	<i>- 4 -</i>
<b><i>I. GENERALITES SUR L'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT AU TITRE DE L'EXERCICE 2025</i></b>	<b><i>- 6 -</i></b>
<b><i>II. SITUATION DES RECETTES BUDGETAIRES</i></b>	<b><i>- 10 -</i></b>
<b><i>III. SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES</i></b>	<b><i>- 17 -</i></b>
<i>Annexes :</i>	<i>- 24 -</i>
<i>Table de matière</i>	<i>- 31 -</i>

## Liste des Tableaux et Graphiques

### A. Liste des Tableaux

Tableau 1 : Synthèse de l'évaluation des recettes budgétaires (en milliards FCFA) .....	- 7 -
Tableau 2 : Plafonds des dépenses et de charges budgétaires (en milliards FCFA) .....	- 8 -
Tableau 3 : Mobilisation des ressources au 31 mars 2024 et 2025 (en millions FCFA) .....	- 10 -
Tableau 4 : Situation des recettes par régie au premier trimestre 2025 (en millions FCFA) .....	- 14 -
Tableau 5 : Situation de l'exécution des dépenses au 31 mars 2024 et 31 mars 2025 .....	- 17 -
Tableau 6 : Situation de l'exécution des dépenses ordinaires au 31 mars 2024 et 2025 (en millions FCFA).....	- 19 -
Tableau 7 : Parts des dépenses des secteurs prioritaires au premier trimestre 2025 (en %).....	- 22 -
Tableau 9 : Situation de la mobilisation des recettes budgétaires de l'Etat au 31 mars 2024 et 31 mars 2025 (en millions FCFA).....	- 24 -
Tableau 10 : Situation de l'exécution des dépenses budgétaires de l'Etat au 31 mars 2024 et 31 mars 2025 (en millions FCFA).....	- 25 -
Tableau 11 : Décaissements des dons projets au premier trimestre 2025 (en millions FCFA).....	- 26 -
Tableau 12 : Développement de l'exécution des dépenses prioritaires au 31 mars 2025 (en millions FCFA).....	- 27 -

### B. Liste des Graphiques

Graphique 1 : Réalisations des ressources budgétaires de l'Etat (en millions FCFA) .....	- 11 -
Graphique 2 : Réalisation des recettes fiscales (en millions FCFA).....	- 12 -
Graphique 3 : Réalisation des autres recettes budgétaires (en millions FCFA) .....	- 12 -
Graphique 4 : Mobilisation des ressources en capital (en millions FCFA).....	- 13 -
Graphique 5 : Part de décaissements sectoriels au premier trimestre 2025 (%).....	- 14 -
Graphique 6 : Réalisation des recettes par régie (en millions FCFA) au 31 mars 2024 et au 31 mars 2025 .....	- 15 -
Graphique 7 : Situation de l'exécution des dépenses par catégorie au 31 mars 2024 et 2025 (en millions FCFA) .....	- 18 -
Graphique 8 : Situation de l'exécution des dépenses ordinaires au 31 mars 2024 et 2025 (en millions FCFA).....	- 20 -
Graphique 9 : Situation de l'exécution des dépenses ordinaires au 31 mars 2024 et 2025 (en millions FCFA).....	- 21 -
Graphique 10 : Parts des secteurs prioritaires sur le Budget général et la consommation globale au 31 mars 2025 .....	- 22 -



# **SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET**

## **I. GENERALITES SUR L'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT AU TITRE DE L'EXERCICE 2025**

La consommation du Budget Général de l'État pour l'exercice 2025 est le résultat d'une longue procédure combinant la préparation et l'exécution dudit budget. Cette procédure ne pourrait être mieux appréciée que par le cadre réglementaire et les autorisations des crédits ouverts par la Loi de finances elle-même.

### **I.1. Carte réglementaire de l'exercice budgétaire 2025**

En général, ce sont des textes encadrant le processus d'élaboration et d'exécution du budget Général de l'État pour l'exercice 2025. C'est un ensemble composé des Lois mais aussi les autres textes règlementaires.

#### *i. Lois*

Il s'agit notamment des Lois :

- N°004/PR/2014 du 18 février 2014 relative aux Lois de Finances (LOLF) ;
- N°018/PR/2016 du 24 novembre 2016 portant Code de Transparence et de Bonne Gouvernance dans la Gestion des Finances Publiques ;
- N°033/CNT/2024 du 06 décembre 2024 portant Loi de Finances pour l'exercice 2025.

#### *ii. Textes règlementaires*

- Le Décret N°319/PR/PM/MFB/2016 du 26 avril 2016 portant nomenclature du budget de l'État ;
- Le Décret N°321/PR/PM/MFB/2016 du 26 avril 2016 portant plan comptable de l'État ;
- Le Décret N°320/PR/PM/MFB/2016 du 26 avril 2016 portant Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE) ;
- Le Décret N°2020/PR/MFB/2020 du 08 août 2020 portant organisation de la Commission Nationale de Gestion des Investissements Publics ;
- Le Décret N°2021/PR/MFB/2020 du 08 août 2020 portant cycle de gestion des investissements publics ;
- Le Décret N°0020/PR/PM/MFBEP/2024 du 21 janvier 2025 portant répartition des crédits et fixant les compétences des administrateurs de crédits relatifs à la Loi N°033/CNT/2024 du 06 décembre 2024, portant Loi de finances pour l'exercice 2025 ;

- L'Arrêté N°642/PR/PM/2015 02 février 2025 instituant un calendrier pour la préparation et l'élaboration du budget général de l'État ;
- La Lettre Circulaire N°001/PR/2024 du 05 août 2024 relative à la préparation et l'élaboration de la Loi de Finances pour l'exercice 2025 ;
- Le Circulaire N°004/MFBEP/SG/DGBI/2024 du 30 août 2024 portant instructions pour la préparation du projet de Loi de finance pour l'exercice 2025 et ses Annexes ;
- La Circulaire N°001/MFBEP/2025 du 06 janvier 2025 portant instructions relatives aux modalités d'application des dispositions fiscales de la Loi de Finances 2025 ;
- La Circulaire N°002/PR/PM/MFBEB/2025 du 06 janvier 2025 portant instructions relatives à l'exécution du Budget Général de l'État pour l'exercice 2025 ;
- La Circulaire N°003/PR/PM/MFBEB/2025 du 06 janvier 2025 portant mise en œuvre des mesures de protection de l'insaisissabilité des actifs des Établissements publics, des Sociétés commerciales à capitaux publics exerçant une mission de service public, des projets et programmes financés par des partenaires internationaux.

## I.2. Crédits ouverts par la LFI

Le Budget Général de l'État pour l'exercice 2025 prévoit une enveloppe de l'ordre de 2 420,80 milliards FCFA pour les ressources contre les emplois devant se chiffrer à 2 323,80 milliards FCFA avec un solde global de 97,00 milliards de FCFA représentant ainsi les besoins de financement.

Le tableau 1 ci-après fournit le détail de l'évaluation comparative des ressources budgétaires entre deux années consécutives avec les différentes variations par nature.

Tableau 1 : Synthèse de l'évaluation des recettes budgétaires (en milliards FCFA)

Libellés des ressources	LF 2024	PLF 2025	Ecart	
			PLF 2025/LF 2024	Variation PLF/2025/LF 2024
<i>Titre I - Recettes fiscales</i>	1 007,41	1 310,94	303,53	30,13%
<i>dont pétrole</i>	303,79	510,11	206,32	67,92%
<i>Titre II - Dons, legs et fonds de concours</i>	194,94	404,21	209,27	107,35%
<i>Titre IV - Autres recettes</i>	813,77	705,65	-108,12	-13,29%
<i>dont pétrole</i>	648,10	483,45	-164,65	-25,41%
<b>Recettes totales</b>	<b>2 016,12</b>	<b>2 420,8</b>	<b>404,68</b>	<b>20,07%</b>

Source : LFI 2025

Les recettes fiscales occupent une place prépondérante dans la stratégie de mobilisation des ressources budgétaires pour l'exercice 2025 avec une estimation de l'ordre de 1 310,94 milliards FCFA dans la LFI. Sur les deux exercices, les autres recettes occupent le rang de seconde classe après ressources fiscales.

Le tableau 2 présente la situation entre deux périodes des charges avec les différentes variations par nature des dépenses (2024/2025).

Tableau 2 : Plafonds des dépenses et de charges budgétaires (en milliards FCFA)

<i>Libellés des dépenses</i>	<i>LF 2024</i>	<i>PLF 2025</i>	<i>Ecart PLF 2025/LF 2024</i>	<i>Variation PLF/2025/LF 2024</i>
<i>Titre I - Charges financières de la dette</i>	89,61	148,61	59,00	65,84%
<i>Intérêts - dette intérieure</i>	54,73	76,61	21,88	39,98%
<i>Intérêts - dette extérieure</i>	34,88	72,00	37,12	106,42%
<i>Titre II - Dépenses de Personnel</i>	614,12	680,39	66,27	10,79%
<i>Titre III - Dépenses des Biens et Services</i>	217,44	220,14	2,70	1,24%
<i>Titre IV - Dépenses de Transferts</i>	263,51	297,16	33,65	12,77%
<i>Titre V - Dépenses d'Investissements</i>	776,62	977,50	200,88	25,87%
<b><i>Dépenses totales</i></b>	<b>1 961,30</b>	<b>2 323,80</b>	<b>362,50</b>	<b>18,48%</b>

Source : LFI 2025

Le plafonnement de la LFI 2025 accorde une place de choix aux dépenses d'investissements avec le niveau le plus important (977,50 milliards FCFA) des dépenses pour l'exercice 2025 suivies des dépenses de personnel (608,39 milliards FCFA).

Il importe de souligner ici que 42,03% des ressources budgétaires sont allouées aux secteurs prioritaires pour le compte de l'exercice 2025 (voir en annexe).

# **MOBILISATION DES RECETTES**

## II.SITUATION DES RECETTES BUDGETAIRES

### II.1. Analyse de la mobilisation globale des recettes

La situation budgétaire s'annonce prometteuse, avec des objectifs ambitieux pour renforcer les recettes publiques et réduire la dépendance aux revenus pétroliers. Les ressources budgétaires sont fixées à 2 420,80 milliards FCFA, soit une augmentation de 20% par rapport à l'objectif de 2 016,13 milliards FCFA en 2024. Ce dynamisme résulte en grande partie de la croissance attendue des recettes fiscales, notamment celles des régies et des autres recettes hors pétrole, qui devraient progresser de 18% passant de 869,30 milliards FCFA en 2024 à 1 022,99 milliards FCFA en 2025.

Le tableau ci-dessous met en exergue la mobilisation des ressources budgétaires avec les variations par nature des recettes.

**Tableau 3** : Mobilisation des ressources au 31 mars 2024 et 2025 (en millions FCFA)

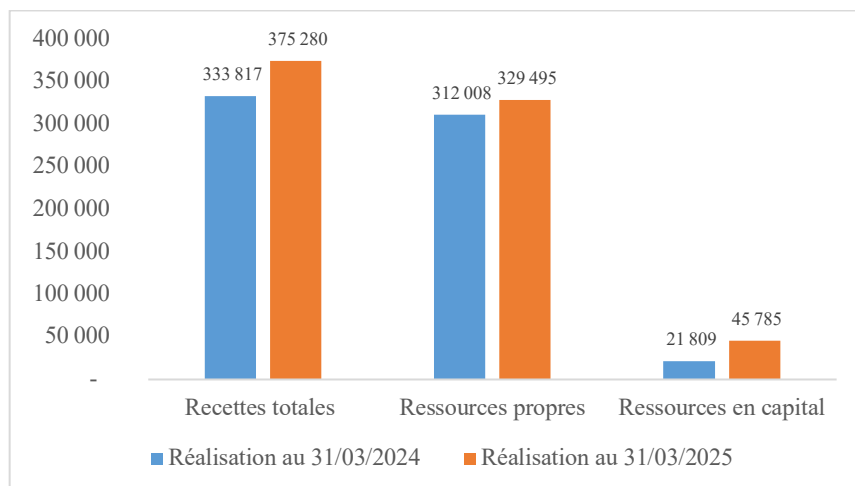
Libellés	Prévision 2025	Réalisation au 31/03/2024	Réalisation au 31/03/2025	Tx de réalisation 2025	Taux de variation (2025- 2024)	
					valeur absolue	valeur relative
<b>Recettes totales</b>	<b>2 420 799</b>	<b>333 817</b>	<b>375 280</b>	<b>15,50%</b>	<b>41 463</b>	<b>12,42%</b>
<b>Ressources propres</b>	<b>2 016 590</b>	<b>312 008</b>	<b>329 495</b>	<b>16,34%</b>	<b>17 487</b>	<b>5,60%</b>
Recettes fiscales	1 310 940	300 456	284 277	21,68%	-16 179	-5,38%
Autres recettes	705 650	11 552	45 218	6,41%	33 666	291,43%
<b>Ressources en capital</b>	<b>404 209</b>	<b>21 809</b>	<b>45 785</b>	<b>11,33%</b>	<b>23 976</b>	<b>109,94%</b>

Source : DGTCP/MFBEPFI, 2025

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2025, les ressources budgétaires ont été mobilisées à hauteur de 375,28 milliards FCFA pour une prévision annuelle de 2 420,80 milliards FCFA, soit un taux de mobilisation de 15,50%. Cette réalisation est constituée des ressources propres (329,50 milliards) et des ressources extérieures (45,79 milliards).

Il ressort une augmentation de l'ordre de 41,46 milliards FCFA par rapport à la réalisation de la même période de l'exercice 2024. Cette hausse est la résultante du poids des régies, plus spécifiquement au niveau de la Direction Générale des impôts (Voir tableau 9 en annexe).

Graphique 1 : Réalisations des ressources budgétaires de l'Etat (en millions FCFA)



Source : DGTCP/MFBEPFI, 2025

Globalement, la réalisation des recettes au titre du premier trimestre de l'exercice 2025 est plus importante que celle de l'exercice antérieur avec une forte mobilisation des ressources propres de l'État, soit 87,80% des réalisations du trimestre.

### II.1.1. Ressources propres

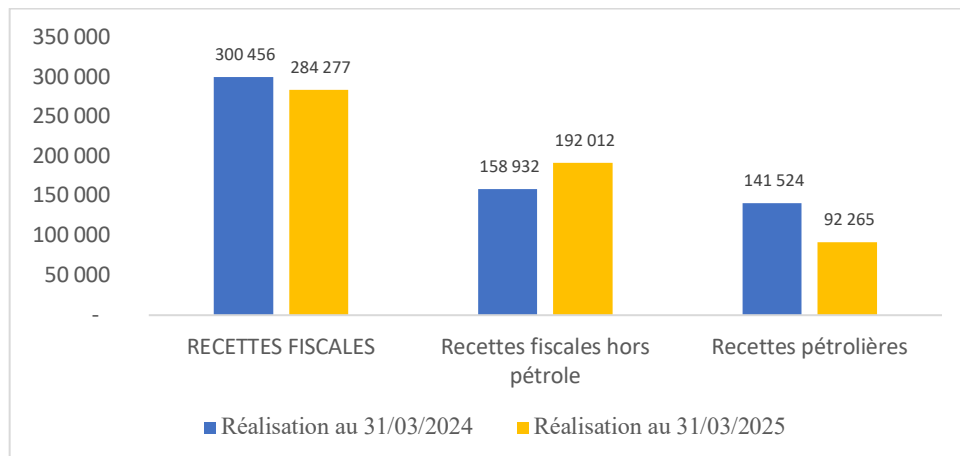
Les ressources propres de l'État sont composées des recettes fiscales et des autres recettes.

#### a) Recettes fiscales

Les recettes fiscales sont composées des recettes fiscales hors pétrole et les recettes fiscales pétrolières. Elles ont atteint un niveau de recouvrement de 284,28 milliards FCFA au premier trimestre 2025 pour une prévision annuelle de 1 310,94 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 21,68%.

Comparativement à la même période de l'année dernière, les recettes fiscales ont diminué de 16,18 milliards de FCFA, soit un taux de 5,38%. Cette baisse est due à une faible mobilisation des recettes fiscales pétrolières.

Graphique 2 : Réalisation des recettes fiscales (en millions FCFA)

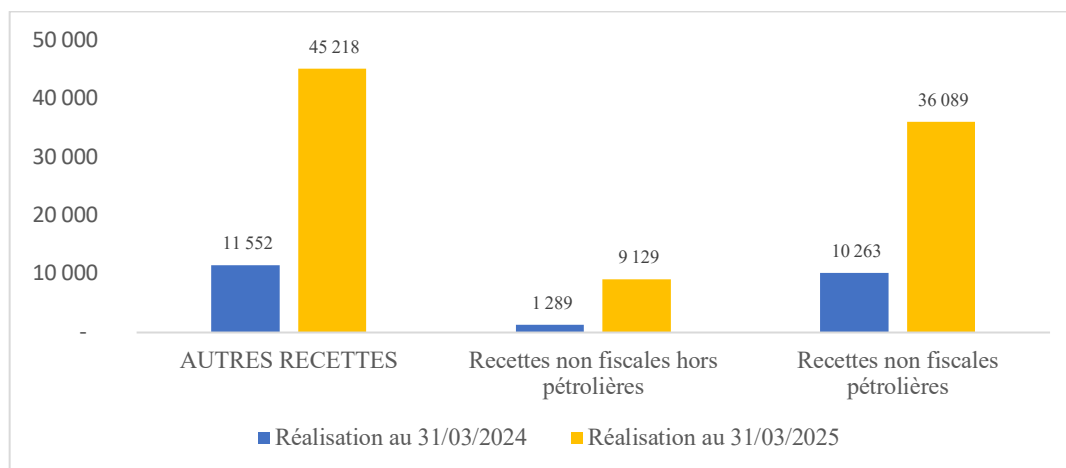


Source : DGTCP/MFBEPFI, 2025

**b) Autres recettes**

Les autres recettes sont composées des recettes non fiscales hors pétrole et des recettes non fiscales pétrolières. Prévues pour une perception annuelle de 705,65 milliards FCFA, les autres recettes ont été recouvrées à hauteur de 45,22 milliards FCFA au titre de premier trimestre 2025. Ce qui correspond à un taux de recouvrement de 6,41%. Cette réalisation est plus importante que celle à la même période de l'année précédente.

Graphique 3 : Réalisation des autres recettes budgétaires (en millions FCFA)



Source : DGTCP/MFBEPFI, 2025

Les recettes non fiscales hors pétrole recouvrées au premier trimestre 2025 s'élèvent à 9,13 milliards FCFA contre une prévision annuelle de 222,16 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 4,11%. Cette nature de recettes a réalisé une performance contrairement à la même période en 2024 où le taux d'accroissement est de 85,88%

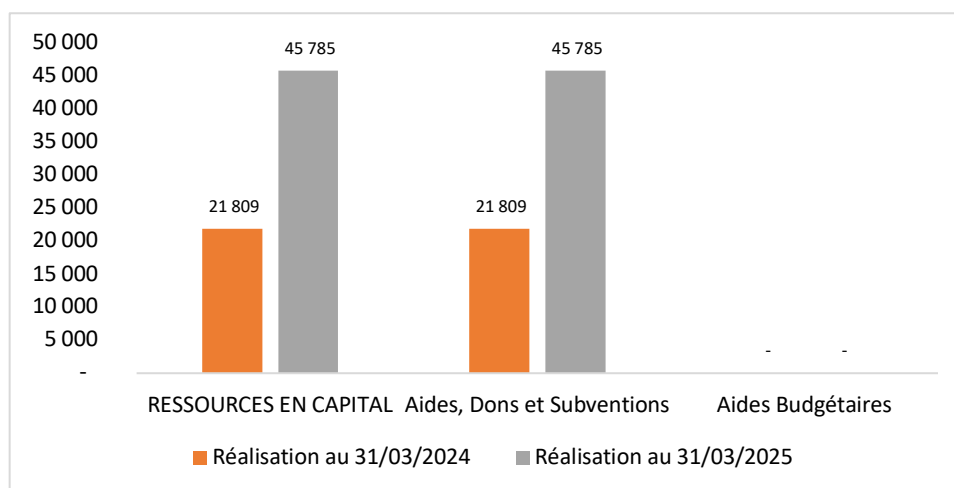
Quant aux recettes non fiscales pétrolières, elles ont été mobilisées à hauteur de 36,09 milliards FCFA au premier trimestre 2025 pour une prévision annuelle de 483,49 milliards FCFA. Cela représente un taux de réalisation de 7,46%. Elles enregistrent de la manière que celles non pétrolières, un taux d'accroissement de 71,56%.

## II.1.2. Ressources en capital

Au premier trimestre 2025, la mobilisation des ressources en capital s'élève à 45,79 milliards FCFA pour une prévision annuelle de 404, 21 milliards FCFA. Elle correspond à un taux de mobilisation globale de 11,33%. Cette mobilisation est constituée uniquement des Aides, Dons et Subventions.

Le graphique ci-dessous est une illustration de mobilisation des ressources en capital.

Graphique 4 : Mobilisation des ressources en capital (en millions FCFA)

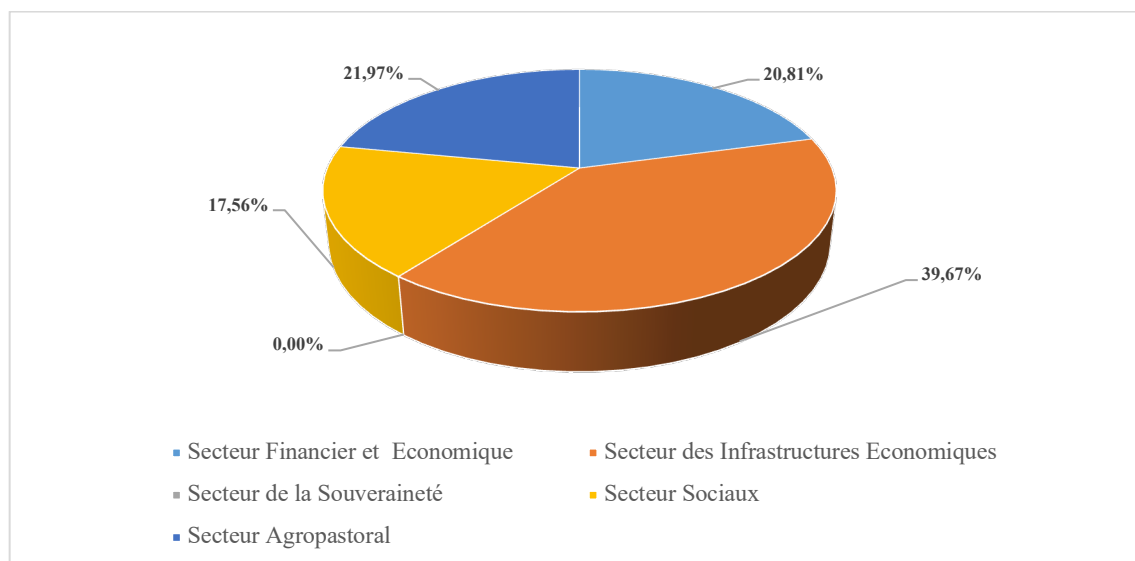


Source : DGTCP/MFBEPFI, 2025

Le détail de la situation du décaissement des Dons projets par secteur et département ministériel se présente dans le tableau 11 en annexe.

Le graphique ci-après donne la part sectorielle dans les décaissements au premier trimestre. Le secteur des Infrastructures se positionne comme le grand bénéficiaire du trimestre en termes de décaissements en Dons/projets avec un poids de 39,67%. Il est suivi respectivement des secteurs Agropastoral (21,97%), Financier et Économique (20,81%) et des secteurs Sociaux (17,56%). Le secteur de la Souveraineté n'a pas bénéficié des décaissements en Dons/projets au premier trimestre 2025.

Graphique 5 : Part de décaissements sectoriels au premier trimestre 2025 (%)



Source : DGTCP/MFBEPFI, 2025

## II.2. Analyse de la réalisation des recettes par régie

La situation de la mobilisation des recettes provenant des différents se présente comme dans le tableau suivant :

Tableau 4 : Situation des recettes par régie au premier trimestre 2025 (en millions FCFA)

Libellés	Prévision 2025	Réal. au 31/03/2024	Réal. au 31/03/2025	Taux de réal. 2025	Taux de variation (2025-2024)	
					valeur absolue	valeur relative
Douanes	239 061	50 290	55 676	23,29%	5 386	9,67%
Impôts	520 192	103 240	131 056	25,19%	27 816	21,22%
Domaine	37 077	5 402	5 280	14,24%	- 122	-2,31%
Trésor	4 500			0,00%	-	

Source : DGTCP/MFBEPFI, 2025

### II.2.1. Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

L'objectif annuel de recouvrement assigné à la DGDDI s'élève à 239,06 milliards FCFA. Au 31 mars 2025, les réalisations de la DGDDI s'élèvent à 55,68 milliards FCFA, ce qui représente un taux annuel de 23,29%. En se basant sur les prévisions pour cette période, qui étaient de 53,46 milliards FCFA, la DGDDI a atteint une performance de 96,01%.

Par rapport aux premiers trimestres de 2023 et 2024, le taux de recouvrement trimestriel est en baisse de 23,45 % et 23,22 % respectivement. Cependant, les recettes de la Douane ont augmenté de 10,71 % par rapport à la même période l'année précédente.

## II.2.2. Direction Générale des Impôts (DGI)

L'objectif de recouvrement assigné à la DGI pour l'exercice 2025 s'élève à 520,19 milliards FCFA. Au 31 mars 2025, la DGI a mobilisé un montant de 131,06 milliards FCFA pour une prévision périodique de 104,30 milliards FCFA, ce qui représente une performance de 125,66% et un taux trimestriel de 25,19%.

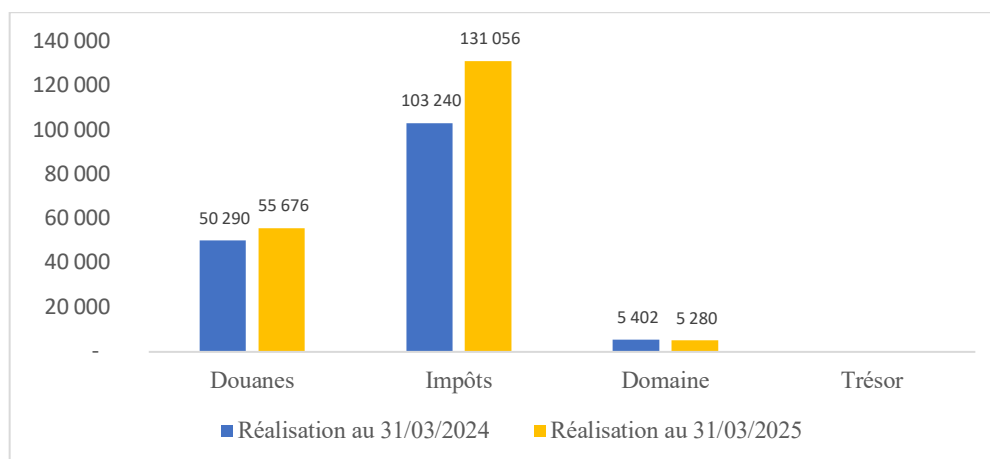
Le taux de recouvrement trimestriel a augmenté par rapport aux premiers trimestres de 2023 (23,90%) et de 2024 (22,95%). Les impôts affichent une croissance de 26,94% par rapport à la même période l'année précédente.

## II.2.3. Direction Générale des Domaines

Les prévisions du Domaine pour l'année 2025 se chiffrent à de 37,08 milliards FCFA. Au 31 mars 2025, les réalisations du Domaine s'élèvent à 5,28 milliards FCFA, soit un taux de 14,24% par rapport aux prévisions de l'année. Rapportées aux prévisions de la période qui s'élèvent à 9,27 milliards FCFA, le Domaine a réalisé une performance de 56,96%. Les impôts connaissent une baisse de 2,26% par rapport à la même période un an plutôt.

Le graphique 6 suivant est une parfaite illustration de l'évolution de la mobilisation des recettes entre deux périodes allant de 2024 à 2025.

Graphique 6 : Réalisation des recettes par régie (en millions FCFA) au 31 mars 2024 et au 31 mars 2025



Source : DGTCP/MFBEPFI, 2025

Au cours des deux années, les recettes mobilisées au niveau de la Direction Générale des Impôts (DGI) sont plus importantes que celles collectées par les autres régies. La DGI est suivie dans la mobilisation des ressources par la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI). La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) quant à elle, n'a pas pu présenter la situation de la mobilisation des recettes en son sein durant les deux périodes.

# **EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES**

### III.SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

La présente partie fait le point de l'exécution des dépenses du budget de l'État, exercice 2025 à la date du 31 mars. Les données sont issues principalement du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP).

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires de l'exercice 2025 se fera sur la base des dépenses ordonnancées et s'articulera autour des points suivants :

- La situation globale de l'exécution des dépenses ;
- L'exécution des Dépenses Ordinaires ;
- Les dépenses en capital ;
- L'exécution des crédits des services déconcentrés (crédits délégués) ;
- L'exécution sur le secteur prioritaire.

#### III.1. Situation globale de l'exécution des dépenses

Au terme du premier trimestre 2025, le niveau d'exécution du budget de l'État s'établit à 445,48 milliards FCFA sur une prévision de 2 323,80 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 19,17%.

A la même date en 2024, le montant des dépenses était de 349,88 milliards FCFA pour une prévision annuelle de 1 961,30 milliards FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 17,84%.

Entre les deux périodes, il ressort une hausse du niveau d'exécution du budget de l'État soit un taux d'accroissement de 27,33%.

Le tableau ci-après fournit une situation comparative de l'exécution des dépenses budgétaires entre 31 mars 2024 et 31 mars 2025.

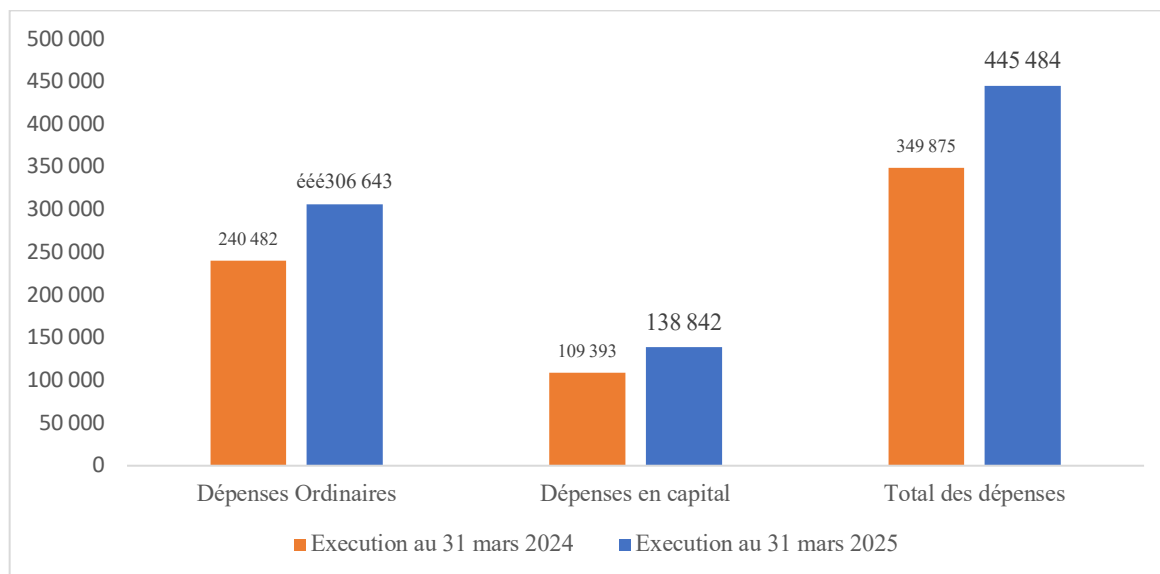
Tableau 5 : Situation de l'exécution des dépenses au 31 mars 2024 et 31 mars 2025

Libellés	LFI 2024	Execution au 31 mars 2024	LF I 2025	Execution au 31 mars 2025	Taux d'exécution (%)	Variation exécution (1er trimestre 2025/1er trimestre 2024)	
Dépenses Ordinaires	1 184 682	240 482	1 346 307	306 643	22,78%	66 161	27,51%
Dépenses en capital	776 619	109 393	977 494	138 842	14,20%	29 449	26,92%
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 961 301</b>	<b>349 875</b>	<b>2 323 801</b>	<b>445 484</b>	<b>19,17%</b>	<b>95 609</b>	<b>27,33%</b>

Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/2025

Le graphique suivant met en exergue la situation d'exécution par catégorie des dépenses des deux mêmes périodes pour deux années différentes.

Graphique 7 : Situation de l'exécution des dépenses par catégorie au 31 mars 2024 et 2025 (en millions FCFA)



Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/2025

Il ressort de ce graphique que l'exécution des dépenses ordinaires est plus importante que les dépenses en capital sur les deux périodes.

### III.2. Exécution des Dépenses Ordinaires

Les prévisions de la loi de finances initiale (LFI) 2025 affichaient un montant de 1 346,31 milliards FCFA au titre des dépenses ordinaires. A fin mars 2025, le montant ordonnancé au titre de ces dépenses se chiffre à 306,64 milliards FCFA, ce qui correspond à un taux d'exécution de 22,78%.

A la même période en 2024, lesdites dépenses ont été exécutées à hauteur de 240,48 milliards FCFA pour des prévisions de l'ordre de 1 184,62 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 20,30%.

Le niveau d'exécution à fin mars de ces dépenses affiche un taux d'accroissement de 27,51% avec une hausse en volume de 66,16 milliards FCFA (imputable essentiellement aux dépenses de Biens et Services : 30,83 milliards FCFA ainsi qu'aux dépenses des Transferts et Subventions : 36,10 milliards FCFA).

Tableau 6 : Situation de l'exécution des dépenses ordinaires au 31 mars 2024 et 2025 (en millions FCFA)

Libellés	LFI 2024	Execution au 31/03/2024	LF I 2025	Execution au 31/03/2025	Taux d'exécution	Variation exécution	
						(1er trimestre 2025/1er trimestre 2024)	
<b>Dépenses Ordinaries</b>	<b>1 184 682</b>	<b>240 482</b>	<b>1 346 307</b>	<b>306 643</b>	<b>22,78%</b>	<b>66 161</b>	<b>27,51%</b>
Charges Financières	89 611	0	148 613	-	0,00%	-	
<i>Intérêts Intérieur</i>	54 732	0	72 000	-	0,00%	-	
<i>Intérêts Extérieur</i>	34 879	0	76 613	-	0,00%	-	
Dépenses de personnel	614 119	159 589	680 394	158 816	23,34%	-773	-0,48%
Dépenses des Biens et Services	217 444	63 303	220 143	94 134	42,76%	30 831	48,70%
Dépenses de transferts	263 508	17 590	297 157	53 693	18,07%	36 103	205,24%

Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/2025

Le détail par nature des dépenses ordinaires se présente comme suit :

### III.2.1. Charges financières de la dette

Prévue pour un montant de 148,61 milliards FCFA, cette nature de dépense n'a pas été engagée à la date du 31 mars 2025.

### III.2.2. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel exécutées au 31 mars 2025 s'élèvent à 158,82 milliards FCFA, ce qui représente un taux d'exécution de 23,34% sur un total de crédits ouverts de 680,39 milliards FCFA.

La masse salariale a diminué de 773 millions FCFA par rapport au trimestre précédent, soit une baisse de 0,48 %.

### III.2.3. Dépenses de biens et de services

Les dépenses de biens et services à fin mars 2025 se chiffrent à 94,13 milliards FCFA pour une prévision de 220,14 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 42,76%. Ce taux est au-dessus du taux repère linéaire de 25%<sup>1</sup> attendu à cette période, avec un écart négatif de 17,76 points de pourcentage.

En 2024, à la même période, le taux était de 29,11% correspondant à des dépenses de 63,30 milliards FCFA. Entre les deux exercices budgétaires, ces dépenses ont augmenté de 30,83 milliards FCFA.

<sup>1</sup> Circulaire N°002/PR/PM/MFBEP/2025 portant instructions relative à l'exécution du budget général de l'Etat pour l'exercice 2025

### III.2.4. Dépenses de transferts courants

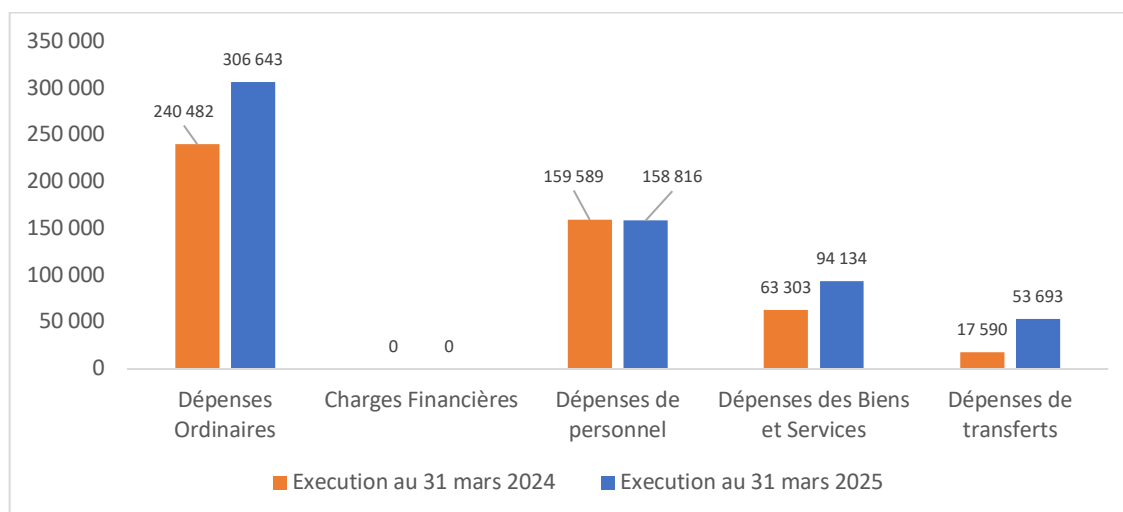
A la date du 31 mars 2025, pour une prévision de 297,16 milliards FCFA, les dépenses de transferts courants exécutées s'élèvent à 53,69 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 18,07%. Ce taux est inférieur au taux repère linéaire attendu (25%) à fin mars avec un écart de 6,93 points de pourcentage.

En 2024 à la même période, le taux d'exécution était de 6,68% pour un montant de 17,59 milliards FCFA.

Ces dépenses enregistrent une hausse de 36,10 milliards FCFA entre les deux exercices budgétaires.

Le graphique ci-après est le résumé de la situation de l'exécution des dépenses ordinaires au premier trimestre 2025.

Graphique 8 : Situation de l'exécution des dépenses ordinaires au 31 mars 2024 et 2025 (en millions FCFA)



Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/2025

### III.3. Exécution Dépenses en capital

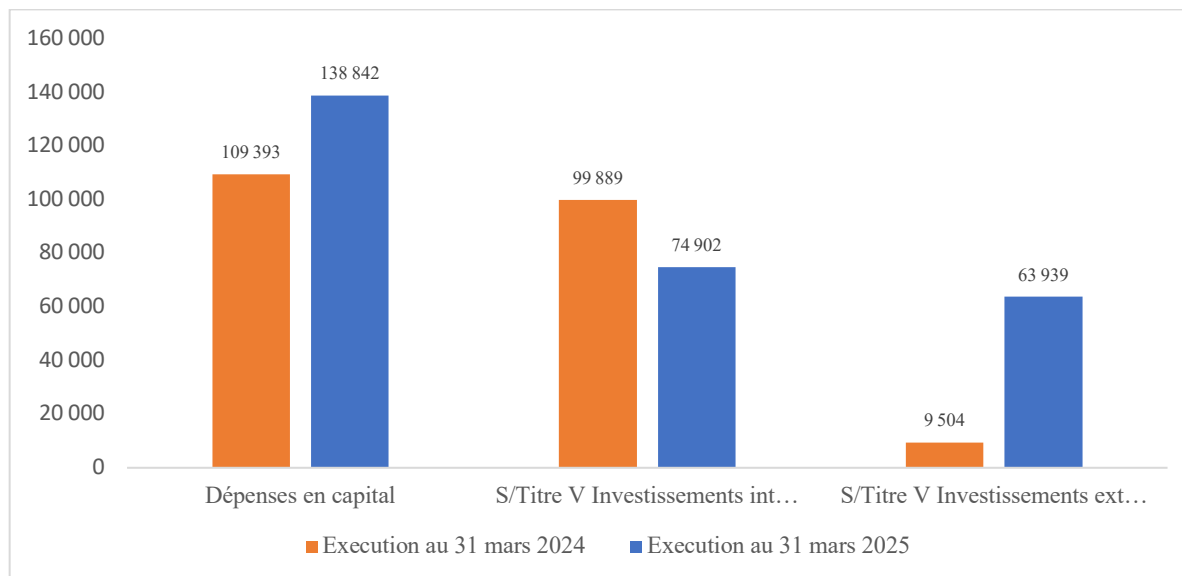
La loi de finances initiale 2025 a prévu un montant de 977,49 milliards FCFA pour les dépenses en capital. Le montant exécuté au titre des dépenses en capital se chiffre à 138,84 milliards FCFA en fin mars, soit un taux d'exécution de 14,20%.

A la même période en 2024, le taux d'exécution de ces dépenses était de 14,09% correspondant à des dépenses de 109,39 milliards FCFA.

Entre les deux exercices budgétaires, les dépenses ont augmenté de 29,45 milliards FCFA.

La situation de l'exécution des dépenses en capital se présente sur le graphique suivant :

Graphique 9 : Situation de l'exécution des dépenses ordinaires au 31 mars 2024 et 2025 (en millions FCFA)



Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/2025

### III.3.1. Dépenses en capital financées sur ressources intérieures

Les investissements exécutés par l'État ont été ordonnancés, à la fin du premier trimestre de l'année 2025, pour un montant de 74,90 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 17,02% contre 23,08% à la fin du premier trimestre de l'année 2024.

### III.3.2. Dépenses en capital financées sur ressources extérieures

A fin mars 2025, le montant total des décaissements s'élève à 63,94 milliards FCFA répartis en Dons (45,79 milliards FCFA) et prêts (18,15 milliards FCFA). Le taux de décaissement se situe ainsi à 11,90% par rapport aux prévisions d'un montant de 537,46 milliards FCFA.

### III.4. Exécution des crédits des services déconcentrés (crédits délégués)

Dans cette partie, la situation porte sur les crédits délégués aux structures déconcentrées de l'État au titre des dépenses d'acquisition de biens et services, des subventions et des investissements. Le détail de cette situation se trouve en annexe.

### III.5. Exécution sur le secteur prioritaire

Les dépenses du secteur prioritaire sont définies comme celles identifiées dans le budget en collaboration avec le Fonds Monétaire International (FMI) afin de contribuer aux objectifs de réduction de la pauvreté.

Ces dépenses s'inscrivent en droite ligne du projet des sociétés du Président de la République et couvrent les dépenses exécutées au niveau des départements ministériels tels que :

- le Ministère de la jeunesse et du sport ;
- le Ministère de l'Éducation Nationale et de La Promotion Civique ;
- le Ministère de la Santé Publique et de la Prévention ;
- le Ministère de la Femme et de la Petite Enfance ;
- le Ministère de la Production et de l'Industrialisation Agricole ;
- le Ministère de l'élevage et de la Production Animale ;
- le Ministère de l'environnement, de la Pêche et du Développement Durable ;
- le Ministère de l'enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation Professionnelle ;
- le Ministère de l'eau et de l'énergie ;
- et le Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et des Affaires Humanitaires.

Au titre de ce trimestre, prévu pour un montant de 976,79 milliards FCFA, les dépenses du secteur prioritaire ont été exécutées à hauteur de 158,91 milliards FCFA soit un taux d'exécution de 16,27%. Le détail de cette situation se trouve en annexe (Voir tableau 12).

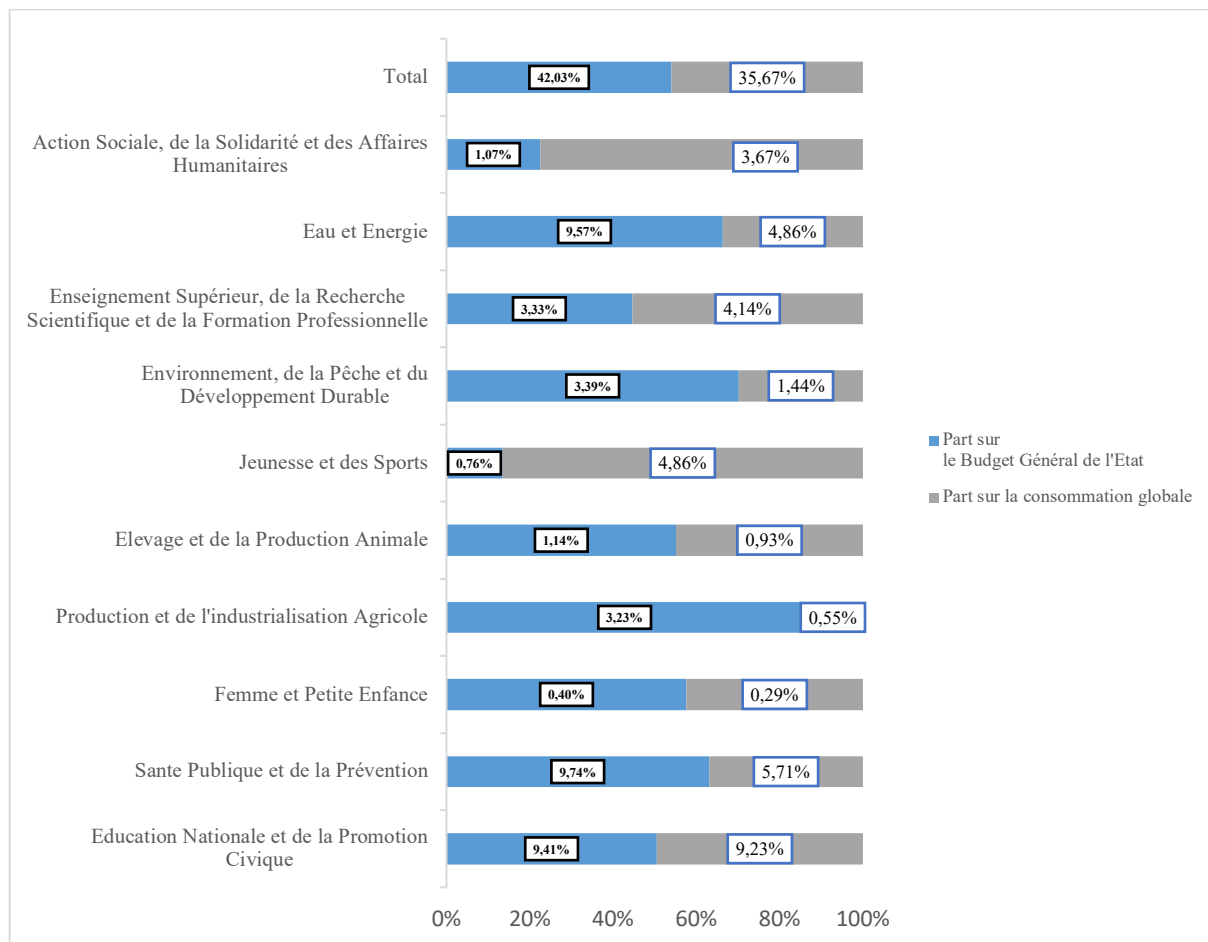
Les parts des différents ministères prioritaires sur le budget de l'État et sur la consommation globale sont déterminées dans le tableau ci-après :

Tableau 7 : Parts des dépenses des secteurs prioritaires au premier trimestre 2025 (en %)

Secteurs Prioritaires	Part	
	Budget Général	Consommation globale
Education Nationale et de la Promotion Civique	9,41%	9,23%
Sante Publique et de la Prévention	9,74%	5,71%
Femme et Petite Enfance	0,40%	0,29%
Production et de l'industrialisation Agricole	3,23%	0,55%
Elevage et de la Production Animale	1,14%	0,93%
Jeunesse et des Sports	0,76%	4,86%
Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	3,39%	1,44%
Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation Professionnelle	3,33%	4,14%
Eau et Energie	9,57%	4,86%
Action Sociale, de la Solidarité et des Affaires Humanitaires	1,07%	3,67%
<b>Total</b>	<b>42,03%</b>	<b>35,67%</b>

Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/2025

Graphique 10 : Parts des secteurs prioritaires sur le Budget général et la consommation globale au 31 mars 2025



Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/2025

**Annexes :**

## A. Tableau détaillé de la situation des recettes au 31 mars 2025

Tableau 8 : Situation de la mobilisation des recettes budgétaires de l'État au 31 mars 2024 et 31 mars 2025 (en millions FCFA)

LIBELLES	Prévision 2025	Réalisation au 31/03/2024	Réalisation au 31/03/2025	Tx de réalisation 2025	Poids de la réal. Au 31/03/2025	Taux de variation (2025-2024)	
						valeur absolue	valeur relative
<b>RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>2 420 799</b>	<b>333 817</b>	<b>375 280</b>	<b>15,50%</b>		<b>41 463</b>	<b>11,05%</b>
<b>RESSOURCES PROPRES</b>	<b>2 016 590</b>	<b>312 008</b>	<b>329 495</b>	<b>16,34%</b>	<b>87,80%</b>	<b>17 487</b>	<b>5,31%</b>
<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>1 310 940</b>	<b>300 456</b>	<b>284 277</b>	<b>21,68%</b>	<b>75,75%</b>	- <b>16 179</b>	<b>-5,69%</b>
<b>Recettes fiscales hors pétrole</b>	<b>800 830</b>	<b>158 932</b>	<b>192 012</b>	<b>23,98%</b>	<b>51,16%</b>	<b>33 080</b>	<b>17,23%</b>
<i>Douanes</i>	<i>239 061</i>	<i>50 290</i>	<i>55 676</i>	<i>23,29%</i>	<i>14,84%</i>	<i>5 386</i>	<i>9,67%</i>
<i>Impôts</i>	<i>520 192</i>	<i>103 240</i>	<i>131 056</i>	<i>25,19%</i>	<i>34,92%</i>	<i>27 816</i>	<i>21,22%</i>
<i>Domaine</i>	<i>37 077</i>	<i>5 402</i>	<i>5 280</i>	<i>14,24%</i>	<i>1,41%</i>	- <i>122</i>	<i>-2,31%</i>
<i>Trésor</i>	<i>4 500</i>			<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>	-	
<b>Recettes pétrolières</b>	<b>510 110</b>	<b>141 524</b>	<b>92 265</b>	<b>18,09%</b>	<b>24,59%</b>	- <b>49 259</b>	<b>-53,39%</b>
<i>IS</i>	<i>484 247</i>	<i>137 325</i>	<i>87 314</i>	<i>18,03%</i>	<i>23,27%</i>	- <i>50 011</i>	<i>-57,28%</i>
<i>Redevances statistiques</i>	<i>25 863</i>	<i>4 199</i>	<i>4 951</i>	<i>19,14%</i>	<i>1,32%</i>	<i>752</i>	<i>15,19%</i>
<b>AUTRES RECETTES</b>	<b>705 650</b>	<b>11 552</b>	<b>45 218</b>	<b>6,41%</b>	<b>12,05%</b>	<b>33 666</b>	<b>74,45%</b>
<b>Recettes non fiscales hors pétrolières</b>	<b>222 161</b>	<b>1 289</b>	<b>9 129</b>	<b>4,11%</b>	<b>2,43%</b>	<b>7 840</b>	<b>85,88%</b>
<i>Domaine</i>	<i>3 173</i>	<i>317</i>	<i>950</i>	<i>29,94%</i>	<i>0,25%</i>	<i>633</i>	<i>66,63%</i>
<i>Services Administratifs</i>	<i>218 988</i>	<i>972</i>	<i>8 179</i>	<i>3,73%</i>	<i>2,18%</i>	<i>7 207</i>	<i>88,12%</i>
<b>Recettes non fiscales pétrolières</b>	<b>483 489</b>	<b>10 263</b>	<b>36 089</b>	<b>7,46%</b>	<b>9,62%</b>	<b>25 826</b>	<b>71,56%</b>
<i>Redevances et participation</i>	<i>460 822</i>	<i>4 885</i>	<i>27 934</i>	<i>6,06%</i>	<i>7,44%</i>	<i>23 049</i>	<i>82,51%</i>
<i>droit d'accès pipe</i>	<i>22 667</i>	<i>5 378</i>	<i>8 155</i>	<i>35,98%</i>	<i>2,17%</i>	<i>2 777</i>	<i>34,05%</i>
<b>RESSOURCES EN CAPITAL</b>	<b>404 209</b>	<b>21 809</b>	<b>45 785</b>	<b>11,33%</b>	<b>12,20%</b>	<b>23 976</b>	<b>52,37%</b>
<i>Aides, Dons et Subventions</i>	<i>384 306</i>	<i>21 809</i>	<i>45 785</i>	<i>11,91%</i>	<i>12,20%</i>	<i>23 976</i>	<i>52,37%</i>
<i>Aides Budgétaires</i>	<i>19 903</i>	-	-		<i>0,00%</i>	-	

Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/2025

## B. Tableau de développement des dépenses au 31 mars 2025

Tableau 9 : Situation de l'exécution des dépenses budgétaires de l'Etat au 31 mars 2024 et 31 mars 2025 (en millions FCFA)

Libellés	LFI 2024	Execution au 31 mars 2024	Taux d'exécution (%)	LF I 2025	Execution au 31 mars 2025	Taux d'exécution (%)	Variation exécution	
							(1er trimestre 2025/1er trimestre 2024)	
<b>Dépenses Ordinaires</b>	<b>1 184 682</b>	<b>240 482</b>	<b>20,30%</b>	<b>1 346 307</b>	<b>306 643</b>	<b>22,78%</b>	<b>66 161</b>	<b>27,51%</b>
<b>Charges Financières</b>	<b>89 611</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>	<b>148 613</b>	<b>-</b>	<b>0,00%</b>	<b>-</b>	
<i>Intérêts Intérieur</i>	<i>54 732</i>	<i>0</i>	<i>0,00%</i>	<i>72 000</i>	<i>-</i>	<i>0,00%</i>	<i>-</i>	
<i>Intérêts Extérieur</i>	<i>34 879</i>	<i>0</i>	<i>0,00%</i>	<i>76 613</i>	<i>-</i>	<i>0,00%</i>	<i>-</i>	
<b>Dépenses de personnel</b>	<b>614 119</b>	<b>159 589</b>	<b>25,99%</b>	<b>680 394</b>	<b>158 816</b>	<b>23,34%</b>	<b>-773</b>	<b>-0,48%</b>
<b>Dépenses des Biens et Services</b>	<b>217 444</b>	<b>63 303</b>	<b>29,11%</b>	<b>220 143</b>	<b>94 134</b>	<b>42,76%</b>	<b>30 831</b>	<b>48,70%</b>
<b>Dépenses de transferts</b>	<b>263 508</b>	<b>17 590</b>	<b>6,68%</b>	<b>297 157</b>	<b>53 693</b>	<b>18,07%</b>	<b>36 103</b>	<b>205,24%</b>
<b>Dépenses en capital</b>	<b>776 619</b>	<b>109 393</b>	<b>14,09%</b>	<b>977 494</b>	<b>138 842</b>	<b>14,20%</b>	<b>29 449</b>	<b>26,92%</b>
<b>Dépenses des investissements</b>	<b>776 619</b>	<b>109 393</b>	<b>14,09%</b>	<b>977 494</b>	<b>138 842</b>	<b>14,20%</b>	<b>29 449</b>	<b>26,92%</b>
<i>S/Titre V Investissements int...</i>	<i>432 735</i>	<i>99 889</i>	<i>23,08%</i>	<i>440 030</i>	<i>74 902</i>	<i>17,02%</i>	<i>-24 987</i>	<i>-25,01%</i>
<i>S/Titre V Investissements ext...</i>	<i>343 884</i>	<i>9 504</i>	<i>2,76%</i>	<i>537 464</i>	<i>63 939</i>	<i>11,90%</i>	<i>54 435</i>	<i>572,76%</i>
<b>Dépenses totales</b>	<b>1 961 301</b>	<b>349 875</b>	<b>17,84%</b>	<b>2 323 801</b>	<b>445 484</b>	<b>19,17%</b>	<b>95 609</b>	<b>27,33%</b>

Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/2025

## C. Tableau de la situation des décaissements des financements extérieurs au premier trimestre 2025

Tableau 10 : Décaissements des dons projets au premier trimestre 2025 (en millions FCFA)

Libellés	Prévisions des finext	Décaissements	Part dans le décaissement	Taux de décaissement
<b>Secteur Financier et Economique</b>	<b>24 169</b>	<b>9 526</b>	<b>20,81%</b>	<b>39,41%</b>
<i>Ministère des Finances, du Budget, de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale</i>	24 169	9 526	20,81%	39,41%
<b>Secteur des Infrastructures Economiques</b>	<b>48 725</b>	<b>18 162</b>	<b>39,67%</b>	<b>37,27%</b>
<i>Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et de l'entretien Routier</i>	34 420	3 452	7,54%	10,03%
<i>Ministère des Télécommunications, de l'Economie Numérique et de la Digitation de l'Administration</i>	14 305	4 366	9,54%	30,52%
<i>Ministère des Transports, de l'Aviation Civile et de la Météorologie Nationale</i>	-	-	0,00%	
<i>Ministère des Hydrocarbures et de l'Energie</i>	-	10 344	22,59%	
<b>Secteur de la Souveraineté</b>	<b>8 121</b>	<b>-</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>
<i>Ministère de la Justice et des Droits Humains</i>	820	-	0,00%	0,00%
<i>Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation</i>	6 294	-	0,00%	0,00%
<i>Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration</i>	1 007	-	0,00%	0,00%
<b>Secteur Sociaux</b>	<b>131 433</b>	<b>8 039</b>	<b>17,56%</b>	<b>0</b>
<i>Ministère de l'Education et de la Promotion Civique</i>	21 984	2 064	4,51%	9,39%
<i>Ministère de la Santé Publique et de la Prévention</i>	88 693	4 973	10,86%	5,61%
<i>Ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs</i>	-	1 002	2,19%	
<i>Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation Professionnelle</i>	17 155	-	0,00%	0,00%
<i>Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et des Affaires Humanitaires</i>	3 600	-	0,00%	0,00%
<b>Secteur Agropastoral</b>	<b>172 459</b>	<b>10 059</b>	<b>21,97%</b>	<b>5,83%</b>
<i>Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable</i>	41 509	4 035	8,81%	9,72%
<i>Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat</i>	6 982	2 071	4,52%	29,66%
<i>Ministère de la Production et de l'Industrialisation Agricole</i>	26 622	-	0,00%	0,00%
<i>Ministère de l'Elevage et de la Production Animale</i>	6 395	3 139	6,86%	49,09%
<i>Ministère de l'Hydraulique Urbaine et Rurale</i>	90 951	813	1,78%	0,89%
<b>Total</b>	<b>384 906</b>	<b>45 786</b>		<b>11,90%</b>

Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/2025

## D. Tableau des détails de l'exécution des dépenses prioritaires au 31 mars 2025

Tableau 11 : Développement de l'exécution des dépenses prioritaires au 31 mars 2025 (en millions FCFA)

Section	Institutions et Départements	Dotations	Engagement Visé	Taux Eng.	Ordonnancées	DAO	Exécution	Taux d'exécution
<b>15</b>	<b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA PROMOTION CIVIQUE</b>	<b>218 617</b>	<b>41 373</b>	<b>18,92%</b>	<b>41 100</b>	<b>10,44</b>	<b>41 110,65</b>	<b>18,80%</b>
	Personnel	157 835,46	38 195,9	24,20%	38 195,86	-	38 195,86	<b>24,20%</b>
	Biens & Services	7 963,29	852,4	10,70%	699,65	10,44	710,08	<b>8,92%</b>
	Transferts et subventions	5 112,10	-	0,00%	-	-	0,00	<b>0,00%</b>
	Investissement	<b>47 706,07</b>	<b>2 324,4</b>	4,87%	<b>2 204,71</b>	-	<b>2 204,71</b>	<b>4,62%</b>
	<i>Inv. Int</i>	22 558,38	252,3	1,12%	132,70	-	132,70	<b>0,59%</b>
	<i>Inv.Ext</i>	25 147,69	2 072,0	8,24%	2 072,01	-	2 072,01	8,24%
	<i>Don/Projet</i>	21 984,44	2 064,5	9,39%	2 064,48	-	2 064,48	<b>9,39%</b>
	<i>Prêt/Projet</i>	3 163,25	7,5	0,24%	7,53	-	7,53	<b>0,24%</b>
<b>16</b>	<b>MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA PREVENTION</b>	<b>226 237</b>	<b>27 094</b>	<b>0</b>	<b>25 413</b>	<b>10,82</b>	<b>25 423,98</b>	<b>11,24%</b>
	Personnel	55 792,22	14 349,8	25,72%	14 349,82	-	14 349,82	<b>25,72%</b>
	Biens & Services	11 656,33	815,4	7,00%	652,08	10,82	662,90	<b>5,69%</b>
	Transferts et subventions	15 169,42	5 539,6	36,52%	4 173,71	-	4 173,71	<b>27,51%</b>
	Investissement	<b>143 619,16</b>	<b>6 389,0</b>	4,45%	<b>6 237,54</b>	-	<b>6 237,54</b>	<b>4,34%</b>
	<i>Inv. Int</i>	45 426,04	1 416,1	3,12%	1 264,68	-	1 264,68	<b>2,78%</b>
	<i>Inv.Ext</i>	98 193,12	4 972,9	5,06%	4 972,86	-	4 972,86	5,06%
	<i>Don/Projet</i>	88 693,12	4 972,9	5,61%	4 972,86	-	4 972,86	<b>5,61%</b>
	<i>Prêt/Projet</i>	9 500,00	-	0,00%	-	-	0,00	<b>0,00%</b>
<b>17</b>	<b>MINISTERE DE LA FEMME ET DE LA PETITE ENFANCE</b>	<b>9 289</b>	<b>1 328</b>	<b>0</b>	<b>1 308</b>	-	<b>1 308,27</b>	<b>14,08%</b>
	Personnel	3 078,04	910,9	29,59%	910,86	-	910,86	<b>29,59%</b>

	Biens & Services	2 219,04	417,4	18,81%	397,41	-	397,41	<b>17,91%</b>
	Transferts et subventions	2 308,39	-	0,00%	-	-	0,00	<b>0,00%</b>
	Investissement	1 683,69	-	0,00%	-	-	0,00	<b>0,00%</b>
<b>18</b>	<b>MINISTERE DE LA PRODUCTION ET DE L'INDUSTRIALISATION AGRICOLE</b>	<b>75 150</b>	<b>3 154</b>	<b>0</b>	<b>2 401</b>	<b>29</b>	<b>2 430,79</b>	<b>3,23%</b>
	Personnel	3 560,12	870,5	24,45%	870,53	-	870,53	<b>24,45%</b>
	Biens & Services	1 719,58	234,4	13,63%	190,91	29,47	220,38	<b>12,82%</b>
	Transferts et subventions	7 621,01	1 075,6	14,11%	479,03	-	479,03	<b>6,29%</b>
	Investissement	<b>62 249,09</b>	<b>973,4</b>	<b>1,56%</b>	<b>860,85</b>	-	<b>860,85</b>	<b>1,38%</b>
	<i>Inv. Int</i>	8 650,23	762,5	8,81%	650,00	-	650,00	<b>7,51%</b>
	<i>Inv.Ext</i>	53 598,86	210,9	0,39%	210,85	-	210,85	<b>0,39%</b>
	<i>Don/Projet</i>	26 621,66	-	0,00%	-	-	0,00	<b>0,00%</b>
	<i>Prêt/Projet</i>	26 977,20	210,9	0,78%	210,85	-	210,85	<b>0,78%</b>
<b>19</b>	<b>MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PRODUCTION ANIMALE</b>	<b>26 451,37</b>	<b>4 669,21</b>	<b>17,65%</b>	<b>4 125,43</b>	-	<b>4 125,43</b>	<b>15,60%</b>
	Personnel	2 290,64	587,8	25,66%	587,80	-	587,80	<b>25,66%</b>
	Biens & Services	2 212,14	104,0	4,70%	83,99	-	83,99	<b>3,80%</b>
	Transferts et subventions	1 824,50	726,9	39,84%	302,96	-	302,96	<b>16,61%</b>
	Investissement	<b>20 124,09</b>	<b>3 250,5</b>	<b>16,15%</b>	<b>3 150,68</b>	-	<b>3 150,68</b>	<b>15,66%</b>
	<i>Inv. Int</i>	3 495,77	111,0	3,18%	11,19	-	11,19	<b>0,32%</b>
	<i>Inv.Ext</i>	16 628,31	3 139,5	18,88%	3 139,48	-	3 139,48	<b>18,88%</b>
	<i>Don/Projet</i>	6 394,71	3 139,5	49,09%	3 139,48	-	3 139,48	<b>49,09%</b>
	<i>Prêt/Projet</i>	10 233,60	-	0,00%	-	-	0,00	<b>0,00%</b>
<b>23</b>	<b>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>	<b>17 545,49</b>	<b>4 297,39</b>	<b>24,49%</b>	<b>4 234,89</b>	<b>17 405,37</b>	<b>21 640,26</b>	<b>123,34%</b>
	Personnel	9 061,90	1 874,7	<b>20,69%</b>	1 874,73	-	1 874,73	<b>20,69%</b>
	Biens & Services	3 800,90	860,4	<b>22,64%</b>	797,94	-	797,94	<b>20,99%</b>
	Transferts et subventions	1 731,00	485,5	<b>28,05%</b>	485,50	-	485,50	<b>28,05%</b>
	Investissement	<b>2 951,70</b>	<b>1 076,7</b>	<b>36,48%</b>	<b>1 076,72</b>	<b>17 405,37</b>	18 482,09	<b>626,15%</b>
	<i>Inv. Int</i>	2 951,70	75,0	2,54%	75,00	17 405,37	17 480,37	<b>592,21%</b>
	<i>Inv.Ext</i>	-	1 001,7		1 001,72	-	1 001,72	

	<i>Don/Projet</i>	-	1 001,7		1 001,72	-	1 001,72	
	<i>Prêt/Projet</i>	-	-		-	-	0,00	
<b>26</b>	<b>MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PECHE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>	<b>78 884,74</b>	<b>6 443,40</b>	<b>8,17%</b>	<b>6 403,68</b>	<b>11,90</b>	<b>6 415,58</b>	<b>8,13%</b>
	Personnel	3 803,17	787,7	<b>20,71%</b>	787,73	-	787,73	<b>20,71%</b>
	Biens & Services	740,79	63,0	<b>8,51%</b>	45,02	11,90	56,92	<b>7,68%</b>
	Transferts et subventions	30 586,86	121,7	<b>0,40%</b>	100,00	-	100,00	<b>0,33%</b>
	Investissement	<b>43 753,91</b>	<b>5 470,9</b>	<b>12,50%</b>	<b>5 470,93</b>	-	<b>5 470,93</b>	<b>12,50%</b>
	<i>Inv. Int</i>	2 245,00	1 400,0	62,36%	1 400,00	-	1 400,00	<b>62,36%</b>
	<i>Inv.Ext</i>	41 508,91	4 070,9	9,81%	4 070,93	-	4 070,93	9,81%
	<i>Don/Projet</i>	41 508,91	4 035,2	9,72%	4 035,20	-	4 035,20	9,72%
	<i>Prêt/Projet</i>	-	35,7		35,73	-	35,73	
<b>27</b>	<b>MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>77 481,27</b>	<b>19 758,56</b>	<b>25,50%</b>	<b>18 431,71</b>	-	<b>18 431,71</b>	<b>23,79%</b>
	Personnel	11 398,65	2 937,0	<b>25,77%</b>	2 937,05	-	2 937,05	<b>25,77%</b>
	Biens & Services	978,81	146,3	<b>14,95%</b>	142,46	-	142,46	<b>14,55%</b>
	Transferts et subventions	23 049,41	12 077,0	<b>52,40%</b>	10 829,04	-	10 829,04	<b>46,98%</b>
	Investissement	<b>42 054,40</b>	<b>4 598,2</b>	<b>10,93%</b>	<b>4 523,17</b>	-	<b>4 523,17</b>	<b>10,76%</b>
	<i>Inv. Int</i>	12 172,89	375,0	3,08%	300,00	-	300,00	<b>2,46%</b>
	<i>Inv.Ext</i>	29 881,51	4 223,2	14,13%	4 223,17	-	4 223,17	14,13%
	<i>Don/Projet</i>	17 155,05	-	0,00%	-	-	0,00	<b>0,00%</b>
	<i>Prêt/Projet</i>	12 726,46	4 223,2	33,18%	4 223,17	-	4 223,17	<b>33,18%</b>
<b>38</b>	<b>MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE</b>	<b>222 273,29</b>	<b>18 440,98</b>	<b>8,30%</b>	<b>18 085,53</b>	<b>3 581,02</b>	<b>21 666,55</b>	<b>9,75%</b>
	Personnel	1 019,54	385,8	<b>37,84%</b>	385,78	-	385,78	<b>37,84%</b>
	Biens & Services	855,35	87,8	<b>10,27%</b>	57,82	420,87	478,69	<b>55,96%</b>
	Transferts et subventions	84 199,64	5 386,9	<b>6,40%</b>	5 061,45	1 785,25	6 846,69	<b>8,13%</b>
	Investissement	<b>136 198,76</b>	<b>12 580,5</b>	<b>9,24%</b>	<b>12 580,48</b>	<b>1 374,90</b>	<b>13 955,38</b>	<b>10,25%</b>
	<i>Inv. Int</i>	19 393,90	116,6	0,60%	116,60	1 374,90	1 491,49	<b>7,69%</b>
	<i>Inv.Ext</i>	116 804,86	12 463,9	10,67%	12 463,89	-	12 463,89	10,67%

	<i>Don/Projet</i>	90 951,30	11 157,3	12,27%	11 157,33	-	11 157,33	12,27%
	<i>Prêt/Projet</i>	25 853,55	1 306,6	5,05%	1 306,56	-	1 306,56	5,05%
<b>54</b>	<b>MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA SOLIDARITE ET DES AFFAIRES HUMANITAIRES</b>	<b>24 861,08</b>	<b>16 558,62</b>	<b>66,60%</b>	<b>16 357,62</b>	<b>-</b>	<b>16 357,62</b>	<b>65,80%</b>
	Personnel	3 078,04	853,7	27,73%	853,66	-	853,66	27,73%
	Biens & Services	500,00	5,0	0,99%	3,97	-	3,97	0,79%
	Transferts et subventions	16 400,00	15 700,0	95,73%	15 500,00	-	15 500,00	94,51%
	Investissement	<b>4 883,04</b>	-	-	-	-	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>
	<i>Inv. Int</i>	1 283,04	-	0,00%	-	-	0,00	0,00%
	<i>Inv.Ext</i>	3 600,00	-	0,00%	-	-	0,00	0,00%
	<i>Don/Projet</i>	3 600,00	-	0,00%	-	-	0,00	0,00%
	<i>Prêt/Projet</i>	-	-		-	-	0,00	
	<b>TOTAL</b>	<b>976 790,27</b>	<b>143 116,59</b>	<b>14,65%</b>	<b>137 861,84</b>	<b>21 049,01</b>	<b>158 910,85</b>	<b>16,27%</b>

Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/2025

## Table des matières

<b>SYNTHESE DE LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER TRIMESTRE 2025</b>	<b>- 2 -</b>
<b>Sommaire</b>	<b>- 3 -</b>
<b>Liste des Tableaux et Graphiques</b>	<b>- 4 -</b>
<b>A. Liste des Tableaux</b>	<b>- 4 -</b>
<b>B. Liste des Graphiques</b>	<b>- 4 -</b>
<b>I. GENERALITES SUR L'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT AU TITRE DE L'EXERCICE 2025</b>	<b>- 6 -</b>
<b>I.1. Carte réglementaire de l'exercice budgétaire 2025</b>	<b>- 6 -</b>
i. Lois	- 6 -
ii. Textes réglementaires	- 6 -
<b>I.2. Crédits ouverts par la LFI</b>	<b>- 7 -</b>
<b>II. SITUATION DES RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>- 10 -</b>
<b>II.1. Analyse de la mobilisation globale des recettes</b>	<b>- 10 -</b>
<b>II.1.1. Ressources propres</b>	<b>- 11 -</b>
a) Recettes fiscales	- 11 -
b) Autres recettes	- 12 -
<b>II.1.2. Ressources en capital</b>	<b>- 13 -</b>
<b>II.2. Analyse de la réalisation des recettes par régie</b>	<b>- 14 -</b>
<b>II.2.1. Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)</b>	<b>- 14 -</b>
<b>II.2.2. Direction Générale des Impôts (DGI)</b>	<b>- 15 -</b>
<b>II.2.3. Direction Générale des Domaines</b>	<b>- 15 -</b>
<b>III. SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>- 17 -</b>
<b>III.1. Situation globale de l'exécution des dépenses</b>	<b>- 17 -</b>
<b>III.2. Exécution des Dépenses Ordinaires</b>	<b>- 18 -</b>
<b>III.2.1. Charges financières de la dette</b>	<b>- 19 -</b>
<b>III.2.2. Dépenses de personnel</b>	<b>- 19 -</b>
<b>III.2.3. Dépenses de biens et de services</b>	<b>- 19 -</b>
<b>III.2.4. Dépenses de transferts courants</b>	<b>- 20 -</b>
<b>III.3. Exécution Dépenses en capital</b>	<b>- 20 -</b>
<b>III.3.1. Dépenses en capital financées sur ressources intérieures</b>	<b>- 21 -</b>
<b>III.3.2. Dépenses en capital financées sur ressources extérieures</b>	<b>- 21 -</b>
<b>III.4. Exécution des crédits des services déconcentrés (crédits délégués)</b>	<b>- 21 -</b>
<b>III.5. Exécution sur le secteur prioritaire</b>	<b>- 21 -</b>
<b>Annexes :</b>	<b>- 24 -</b>
<b>A. Tableau détaillé de la situation des recettes au 31 mars 2025</b>	<b>- 24 -</b>
<b>B. Tableau de développement des dépenses au 31 mars 2025</b>	<b>- 25 -</b>

<b>C. Tableau de la situation des décaissements des financements extérieurs au premier trimestre 2025</b>	<b>- 26 -</b>
<b>D. Tableau des détails de l'exécution des dépenses prioritaires au 31 mars 2025</b>	<b>- 27 -</b>
<b><i>Table des matières</i></b>	<b>- 31 -</b>